

Journal officiel de l'Union européenne

C 22



Édition
de langue française

Communications et informations

54^e année
22 janvier 2011

Numéro d'information

Sommaire

Page

IV Informations

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

Conseil

2011/C 22/01	Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 4/2010 de la Cour des comptes européenne intitulé: «Le programme de mobilité Leonardo da Vinci a-t-il été conçu et géré de manière à donner des résultats utiles?»	1
--------------	---	---

Commission européenne

2011/C 22/02	Taux de change de l'euro	3
--------------	--------------------------------	---

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

2011/C 22/03	Extrait de la décision relative à Glitnir banki hf. en application de la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit	4
2011/C 22/04	Procédure de liquidation — Décision concernant l'ouverture de la procédure de liquidation relative à ARFIN Compagnia di Assicurazioni et Riassicurazioni SpA (Avis publié conformément à l'article 14 de la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance)	6

FR

Prix:
3 EUR

(suite au verso)

2011/C 22/05	Procédure de liquidation — Décision d'ouverture de la procédure de liquidation concernant [liquidation volontaire faisant suite à l'adoption par l'assemblée générale extraordinaire d'Universum Towarzystwo Ubezpieczeń na Życie SA (l'entreprise d'assurance vie «Universum») d'une décision de dissolution de l'entreprise] (Publication réalisée conformément à l'article 14 de la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance)	7
--------------	--	---

V Avis

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE

Commission européenne

2011/C 22/06	Avis d'expiration prochaine de certaines mesures antidumping	8
--------------	--	---

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

Commission européenne

2011/C 22/07	Aide d'État — Danemark — Aide d'État C 35/10 (ex N 302/10) — Taxes sur les jeux en ligne dans la loi danoise relative aux taxes sur les jeux — Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ⁽¹⁾	9
2011/C 22/08	Notification préalable d'une concentration (Affaire COMP/M.6073 — Daimler/Beiqi Foton Motor CO/Beijing Foton Daimler Automotive/JV) — Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée ⁽¹⁾	20
2011/C 22/09	Notification préalable d'une concentration [Affaire COMP/M.5950 — Munksjo/Arjowiggins (decor and abrasive businesses)] ⁽¹⁾	21



⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE

IV

(Informations)

INFORMATIONS PROVENANT DES INSTITUTIONS, ORGANES ET
ORGANISMES DE L'UNION EUROPÉENNE

CONSEIL

**Conclusions du Conseil sur le rapport spécial n° 4/2010 de la Cour des comptes européenne
intitulé:****«Le programme de mobilité Leonardo da Vinci a-t-il été conçu et géré de manière à donner des
résultats utiles?»**

(2011/C 22/01)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

VU les conclusions du Conseil visant l'amélioration de l'examen de rapports spéciaux établis par la Cour des comptes dans le cadre de la procédure de décharge ⁽¹⁾,

RAPPELANT que le programme Leonardo da Vinci est un sous-programme du programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie (2007-2013), dont la mise en œuvre et le suivi relèvent de la responsabilité globale de la Commission européenne, agissant en collaboration avec les autorités nationales,

ET CONSTATANT que les projets de mobilité constituent l'une des principales formes d'activité de ce sous-programme,

1. ACCUEILLE FAVORABLEMENT le rapport spécial n° 4/2010 de la Cour des comptes évaluant la conception et la gestion du programme de mobilité Leonardo da Vinci dans le cadre du programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie ⁽²⁾;
2. PREND NOTE des réponses de la Commission européenne qui sont jointes au rapport;
3. SALUE les mesures qui ont déjà été prises en vue d'améliorer la façon dont la Commission gère le programme Leonardo da Vinci;

4. PREND ACTE de la conclusion générale à laquelle aboutit la Cour des comptes, qui estime que, bien qu'il faille fournir des efforts supplémentaires afin d'améliorer le fonctionnement du programme de mobilité Leonardo da Vinci, celui-ci a été conçu et géré de manière à donner des résultats utiles;

5. SOUSCRIT NÉANMOINS aux recommandations figurant dans le rapport de la Cour et INVITE LA COMMISSION à prendre les mesures suivantes concernant à la fois les programmes en cours et les programmes futurs:

- a) améliorer le système de communication des résultats du programme Leonardo da Vinci et mettre en place un vaste système de mesure de l'impact, tout en veillant à réduire au minimum la charge administrative globale, notamment en mettant au point, sans plus attendre, les applications et outils appropriés;
- b) communiquer en retour aux autorités nationales d'avantage d'informations de nature qualitative devant comporter une présentation succincte de la mise en œuvre au niveau national et mettre en évidence les points forts et les points faibles;
- c) améliorer la procédure d'évaluation des demandes, par exemple en étoffant le manuel d'évaluation à l'attention des évaluateurs, et en déterminant l'efficacité par rapport au coût des contrôles d'évaluation des demandes lors de ses visites de suivi de la qualité et de l'impact dans les pays participants;
- d) améliorer son système de suivi de la qualité et de l'impact et faire en sorte qu'il y ait une certaine coordination entre celui-ci et la présentation des rapports annuels d'activité actuellement élaborés par les agences nationales, tout en s'efforçant d'éviter toute augmentation de la charge de travail de ces dernières;

⁽¹⁾ Doc. 7515/00 FIN 127 du 3 avril 2000 et COR 1, du 12 avril 2000.

⁽²⁾ Rapport spécial n° 4/2010: «Le programme de mobilité Leonardo da Vinci a-t-il été conçu et géré de manière à donner des résultats utiles?» (doc. 14619/10 FIN 452 EDUC 160 SOC 624 du 7 octobre 2010)

-
- e) aligner la structure du programme de travail sur celle du rapport annuel, afin de permettre la comparaison des résultats obtenus avec les résultats prévus;
- f) envisager des solutions pour assurer la mise en place d'un outil de recherche de partenaires convivial et efficace, afin de faciliter l'accueil de participants étrangers;
- g) informer le Conseil au plus tard en juin 2012 des progrès réalisés dans la mise en œuvre de ces recommandations;
6. INVITE LES ÉTATS MEMBRES AINSI QUE LA COMMISSION à tenir compte des recommandations formulées dans le rapport spécial dans le contexte plus large des travaux préparatoires et des discussions portant sur la prochaine génération de programmes de l'Union européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation.
-

COMMISSION EUROPÉENNE

Taux de change de l'euro ⁽¹⁾

21 janvier 2011

(2011/C 22/02)

1 euro =

Monnaie			Monnaie		
		Taux de change			Taux de change
USD	dollar des États-Unis	1,3521	AUD	dollar australien	1,3666
JPY	yen japonais	111,87	CAD	dollar canadien	1,3475
DKK	couronne danoise	7,4533	HKD	dollar de Hong Kong	10,5301
GBP	livre sterling	0,84825	NZD	dollar néo-zélandais	1,7844
SEK	couronne suédoise	8,9590	SGD	dollar de Singapour	1,7363
CHF	franc suisse	1,3013	KRW	won sud-coréen	1 515,18
ISK	couronne islandaise		ZAR	rand sud-africain	9,6520
NOK	couronne norvégienne	7,8920	CNY	yuan ren-min-bi chinois	8,9013
BGN	lev bulgare	1,9558	HRK	kuna croate	7,3945
CZK	couronne tchèque	24,285	IDR	rupiah indonésien	12 251,25
HUF	forint hongrois	274,24	MYR	ringgit malais	4,1374
LTL	litas lituanien	3,4528	PHP	peso philippin	60,127
LVL	lats letton	0,7035	RUB	rouble russe	40,5013
PLN	zloty polonais	3,8748	THB	baht thaïlandais	41,506
RON	leu roumain	4,2628	BRL	real brésilien	2,2605
TRY	lire turque	2,1309	MXN	peso mexicain	16,3146
			INR	roupie indienne	61,6820

⁽¹⁾ Source: taux de change de référence publié par la Banque centrale européenne.

INFORMATIONS PROVENANT DES ÉTATS MEMBRES

Extrait de la décision relative à Glitnir banki hf. en application de la directive 2001/24/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assainissement et la liquidation des établissements de crédit

(2011/C 22/03)

Le 22 novembre 2010, le tribunal régional de Reykjavík a décidé que Glitnir banki hf., inscrite sous le n° 550500-3530, à Austurstræti 26, Reykjavík (ci-après la «banque») serait liquidée conformément aux règles générales fixées au chapitre XII, partie B, de la loi n° 161/2002, sous réserve de la disposition transitoire V, points 3 et 4, de ladite loi et avec les effets juridiques prévus par le point 2 de la même disposition, telle que modifiée par l'article 2 de la loi n° 132/2010. Le 8 octobre 2008, l'autorité de surveillance financière islandaise a exercé les attributions de l'assemblée générale des actionnaires et a nommé un comité d'administration provisoire (Resolution Committee) pour la banque. Comme l'autorise la loi n° 129/2008 (cf. loi n° 21/1991), la banque a reçu un sursis par décision du tribunal régional du 24 novembre 2008. Depuis, ce sursis a été prolongé à trois reprises, la dernière fois, le 13 août 2010, jusqu'au 24 novembre 2010. La loi n'autorise pas de prolongation supplémentaire.

La loi n° 44/2009 entrée en vigueur le 22 avril 2009 a modifié la nature et le contenu des sursis dont peuvent bénéficier les établissements financiers. Conformément à la disposition transitoire II, point 2, de la loi n° 44/2009 (disposition transitoire V de la loi n° 161/2002), les dispositions des articles 101 à 103 et de l'article 103 bis de la loi n° 161/2002 telle que modifiée par le premier paragraphe de l'article 5 et les articles 6 à 8 de la loi n° 44/2009 s'appliquent au sursis comme si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure de mise en liquidation par décision de justice à la date d'entrée en vigueur de ladite loi. Cette disposition transitoire prévoit toutefois que les procédures de liquidation doivent être considérées comme un sursis tant que l'autorisation de sursis reste valable. La loi n° 44/2009 dispose en outre qu'une fois le sursis expiré, et sans qu'aucune décision judiciaire particulière ne soit requise, l'établissement est automatiquement considéré comme étant en procédure de liquidation, conformément aux règles générales. Un conseil de mise en liquidation a été désigné pour la banque par décision du tribunal régional de Reykjavík du 12 mai 2009.

Une invitation à produire des créances a été publiée, le délai pour la production de créances ayant été fixé au 26 novembre 2009. Cet avis a également précisé les délais à respecter. Trois réunions ont eu lieu en ce qui concerne les créances produites, une autre réunion étant prévue pour le 14 avril 2011. Cette réunion devrait donner lieu à la présentation, par le conseil de mise en liquidation, des décisions arrêtées en matière de créances produites à l'égard de la banque.

La loi n° 132/2010 entrée en vigueur le 17 novembre 2010 a modifié la loi n° 161/2002 en ce sens qu'avant l'expiration du sursis accordé à l'établissement, son comité d'administration provisoire et son conseil de mise en liquidation peuvent conjointement demander que l'établissement soit mis en liquidation par décision judiciaire, conformément aux règles générales, à condition que les dispositions de fond de l'article 101, paragraphe 2, point 3, soient respectées dans la décision. Si le tribunal donne suite à cette requête, les mesures prises au cours de la période de sursis pour l'établissement et après l'entrée en vigueur de la loi n° 44/2009 demeurent inchangées.

Le comité d'administration provisoire et le conseil de mise en liquidation ont présenté une telle demande, à laquelle il a été donné suite le 22 novembre 2010 sur la base de la loi telle que modifiée par la loi n° 132/2010. Le tribunal a estimé que les conditions prévues par la loi pour arrêter une décision sur la liquidation étaient respectées.

Les actifs de la banque s'élèvent à environ 783 milliards d'ISK (en se fondant sur les perspectives actuelles de reprise et le taux de change de la couronne islandaise au 30 septembre 2010), tandis que ses passifs s'élèvent à environ 2 838 milliards d'ISK. Le tribunal a donc estimé que la banque était insolvable et qu'il était improbable que ses difficultés de paiement soient provisoires (cf. article 101, paragraphe 2, point 3, de la loi n° 161/2002).

La décision du tribunal a par ailleurs confirmé que les mesures arrêtées pendant la période de sursis de l'établissement resteraient d'application après l'entrée en vigueur de la loi n° 44/2009. En conséquence, la nomination du comité d'administration provisoire et du conseil de mise en liquidation de la banque restent en vigueur, ainsi que toutes les mesures arrêtées sur la base des articles 101 à 103 et de l'article 103 bis de

la loi n° 161/2002 (voir en outre le point 2 de la disposition transitoire V de cette loi). Cette décision a également confirmé que la date d'entrée en vigueur de la loi n° 44/2009, à savoir le 22 avril 2009, continuerait à servir de date de référence pour déterminer le rang des créances et les autres effets juridiques dépendant de la date à laquelle la décision de liquidation est arrêtée.

Reykjavík, le 30 novembre 2010.

Le conseil de mise en liquidation de Glitnir banki hf.

Steinunn H. GUÐBJARTSDÓTTIR, *procureur de la Cour suprême*

Páll EIRÍKSSON, *procureur du tribunal régional*

Le comité d'administration provisoire de Glitnir banki hf.

Árni TÓMASSON

Heimir HARALDSSON

Thórdís BJARNADÓTTIR, *procureur de la Cour suprême*

Procédure de liquidation**Décision concernant l'ouverture de la procédure de liquidation relative à ARFIN Compagnia di Assicurazioni e Riassicurazioni SpA**

(Avis publié conformément à l'article 14 de la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance)

(2011/C 22/04)

Entreprise d'assurance	ARFIN Compagnia di Assicurazioni e Riassicurazioni SpA Viale Nazario Sauro 14 20124 Milano MI ITALIA
Date, entrée en vigueur et nature de la décision	Décret du ministère du développement économique du 6 décembre 2010 — Retrait de l'autorisation d'exercer toute activité et liquidation administrative forcée conformément à l'article 245 du décret législatif n° 209/2005.
Autorités compétentes	Ministère du développement économique Via Molise 2 00187 Roma RM ITALIA
Autorité de contrôle	ISVAP Via del Quirinale 21 00187 Roma RM ITALIA
Liquidateur désigné	M. Angelo Cremonese Viale Nazario Sauro 14 20124 Milano MI ITALIA Tél. +39 02006317 Fax +39 0269901389
Loi applicable	Article 245 du décret législatif n° 209/2005.

Par le décret du 29 mars 2010, le ministère du développement économique a décidé, conformément à l'article 245 du décret législatif n° 209 du 7 septembre 2005, de retirer l'autorisation d'exercer son activité dans toutes les branches à l'entreprise ARFIN Compagnia di Assicurazioni e Riassicurazioni SpA, sise à Viale Nazario Sauro 14, Milan, et d'ouvrir la procédure de liquidation administrative forcée à son égard.

Procédure de liquidation**Décision d'ouverture de la procédure de liquidation concernant [liquidation volontaire faisant suite à l'adoption par l'assemblée générale extraordinaire d'Universum Towarzystwo Ubezpieczeń na Życie SA (l'entreprise d'assurance vie «Universum») d'une décision de dissolution de l'entreprise]**

(Publication réalisée conformément à l'article 14 de la directive 2001/17/CE du Parlement européen et du Conseil concernant l'assainissement et la liquidation des entreprises d'assurance)

(2011/C 22/05)

Entreprise d'assurance	Universum Towarzystwo Ubezpieczeń na Życie SA ul. Słomińskiego 19, lok. 515 00-195 Warszawa POLSKA/POLAND
Date de publication, date d'entrée en vigueur et nature de la décision	1 ^{er} décembre 2010: décisions n ^{os} 1 et 2 de l'assemblée générale extraordinaire d'Universum Towarzystwo Ubezpieczeń na Życie SA du 1 ^{er} décembre 2010 relatives à la dissolution et à l'ouverture, au 1 ^{er} janvier 2011, de la procédure de liquidation d'Universum Towarzystwa Ubezpieczeń na Życie SA
Autorité compétente	Assemblée générale d'Universum Towarzystwa Ubezpieczeń na Życie SA
Autorité de surveillance	Commission de surveillance financière (Komisja Nadzoru Finansowego) Pl. Powstańców Warszawy 1 00-950 Warszawa POLSKA/POLAND
Liquidateur désigné	Mmes Agnieszka Senkowska et Izabela Maniak ul. Słomińskiego 19, lok. 515 00-195 Warszawa POLSKA/POLAND
Droit applicable	Droit polonais: article 192 de la loi du 22 mai 2003 relative à l'activité d'assurance (journal officiel polonais Dz.U. n ^o 11 de 2010, point 66, tel que modifié).

V

(Avis)

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE
COMMERCIALE COMMUNE

COMMISSION EUROPÉENNE

Avis d'expiration prochaine de certaines mesures antidumping

(2011/C 22/06)

1. Conformément à l'article 11, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1225/2009 du Conseil du 30 novembre 2009 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de la Communauté européenne ⁽¹⁾, la Commission européenne fait savoir qu'à moins qu'il ne soit procédé à un réexamen selon la procédure définie ci-dessous, les mesures antidumping mentionnées ci-après expireront à la date indiquée dans le tableau ci-dessous.

2. Procédure

Les producteurs de l'Union peuvent présenter une demande de réexamen par écrit. Cette demande doit contenir suffisamment d'éléments de preuve indiquant que l'expiration des mesures favoriserait probablement la continuation ou la réapparition du dumping et du préjudice.

Si la Commission décide de réexaminer les mesures en question, les importateurs, les exportateurs, les représentants du pays exportateur et les producteurs de l'Union auront la possibilité de développer, de réfuter ou de commenter les points exposés dans la demande de réexamen.

3. Délai

Les producteurs de l'Union peuvent présenter par écrit une demande de réexamen au titre du règlement précité et la faire parvenir à la Commission européenne, Direction générale du commerce (unité H-1), N-105 4/92, B-1049 Bruxelles ⁽²⁾ à partir de la date de publication du présent avis et au plus tard trois mois avant la date indiquée dans le tableau ci-dessous.

4. Le présent avis est publié conformément aux dispositions de l'article 11, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1225/2009.

Produit	Pays d'origine ou d'exportation	Mesures	Référence	Date d'expiration
Certains sacs et sachets en matières plastiques	République populaire de Chine Thaïlande	Droit antidumping	Règlement (CE) n° 1425/2006 du Conseil (JO L 270 du 29.9.2006, p. 4)	30.9.2011

⁽¹⁾ JO L 343 du 22.12.2009, p. 51.

⁽²⁾ Fax +32 22956505.

PROCÉDURES RELATIVES À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE

COMMISSION EUROPÉENNE

AIDE D'ÉTAT — DANEMARK

Aide d'État C 35/10 (ex N 302/10)

Taxes sur les jeux en ligne dans la loi danoise relative aux taxes sur les jeux

Invitation à présenter des observations en application de l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2011/C 22/07)

Par la lettre du 14 décembre 2010 reproduite dans la langue faisant foi dans les pages qui suivent le présent résumé, la Commission a notifié au Royaume de Danemark sa décision d'ouvrir la procédure prévue à l'article 108, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne concernant la mesure susmentionnée.

Les parties intéressées peuvent présenter leurs observations sur la mesure à l'égard de laquelle la Commission ouvre la procédure, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent résumé et de la lettre qui suit, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des aides d'État
Rue Joseph II 70
1049 Bruxelles
BELGIQUE
Fax +32 22961242

Ces observations seront communiquées au Royaume de Danemark. L'identité des parties intéressées ayant présenté des observations peut rester confidentielle sur demande écrite et motivée.

TEXTE DU RÉSUMÉ

1. PROCÉDURE

Le 6 juillet 2010, les autorités danoises ont notifié, en vertu de l'article 108, paragraphe 3, du TFUE, la proposition législative L 203 relative aux taxes sur les jeux, et ce pour des raisons de sécurité juridique. En parallèle, la Commission a reçu deux plaintes distinctes: l'une émanait de l'association danoise de l'industrie des jeux automatiques (23 juillet 2010) et l'autre d'un exploitant de casinos physiques, «the Royal Casino» (6 août 2010).

2. DESCRIPTION DE LA MESURE À L'ÉGARD DE LAQUELLE LA COMMISSION OUVRE LA PROCÉDURE

En 2009, le gouvernement danois a décidé de procéder à une réforme de la législation existante relative au marché des jeux. Jusqu'à cette date, le secteur des jeux était principalement régi par un monopole d'État concédé à un seul exploitant, *Danske Spil A/S*. Les entreprises autres que le titulaire de la licence (*Danske Spil A/S*) n'étaient pas autorisées à assurer la commercialisation ou la publicité de services de jeux au Danemark sous

peine d'amendes. Malgré cette interdiction, les fournisseurs à distance (en ligne) de services de jeux pouvaient commercialiser leurs services au Danemark et étaient considérés, par définition, comme des prestataires de services de jeux illégaux. Ce contournement du monopole, la perte de recettes fiscales et l'absence de tout contrôle sur des activités considérées comme illicites ont conduit le gouvernement à proposer une ouverture du marché en ligne, seul moyen de reprendre le contrôle sur les joueurs et les exploitants en ligne.

La nouvelle loi remplace à présent le monopole par un secteur du jeu régulé et en partie libéralisé. Ce paquet législatif se compose notamment de la loi n° 848 sur les jeux du 1^{er} juillet 2010 et de la loi notifiée n° 698 relative aux taxes sur les jeux du 25 juin 2010 et il devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2011. Cependant, comme cette entrée en vigueur est

subordonnée à l'autorisation préalable de la Commission, c'est au ministre des impôts qu'il incombera de décider de la date effective de mise en application de ces deux lois.

En ce qui concerne l'imposition des services de jeux en ligne et physiques, le nouveau régime fiscal imposera un traitement fiscal différencié selon qu'il s'agit d'exploitants de jeux en ligne ou physiques: le taux d'imposition des casinos physiques (roulette, black jack, baccara, punto banco, poker et jeux automatiques de casino) s'élèvera jusqu'à 75 % des recettes brutes issues des jeux (les mises moins les gains) et à 71 % des recettes brutes issues des jeux pour les jeux automatiques physiques [jeux de divertissement assortis de prix (*amusement with prizes*), comme les machines à sous dans les salles de jeux et les restaurants]. La prestation en ligne de ces jeux sera, quant à elle, soumise à une taxe forfaitaire de 20 % des recettes brutes issues des jeux.

3. APPRÉCIATION DE LA MESURE

Les autorités danoises déclarent que le modèle de libéralisation envisagé a été notifié à la Commission conformément aux règles de la directive 98/34/CE sur la procédure d'information et elles rappellent que, dans sa lettre du 19 avril 2010, la Commission a, en réponse à cette notification, exprimé sa satisfaction face à la libéralisation prévue.

Les autorités danoises ne contestent pas que la mesure remplit les critères relatifs aux ressources d'État ni que les bénéficiaires de l'avantage financier éventuel sont des entreprises au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE. Toutefois, elles considèrent que la mesure ne constitue pas une aide étant donné qu'elle n'est pas sélective et qu'elle ne donne dès lors lieu à aucun avantage. Elles estiment également que la différence de traitement fiscal entre les jeux en ligne et les jeux physiques est justifiée par la «nature ou le régime général du système».

Bien que les autorités danoises reconnaissent bel et bien que les services de paris en ligne et de paris physiques appartiennent au même marché et qu'ils devraient donc faire l'objet d'un niveau d'imposition identique (20 %), elles estiment que les marchés des jeux en ligne et des jeux physiques constituent deux marchés totalement différents, qui ne sont pas comparables et qui ne peuvent en conséquence justifier le même niveau d'imposition. Ces marchés étant prétendument séparés et distincts, les traitements fiscaux différenciés des activités de jeux physiques et en ligne s'appliqueraient à des entreprises dont la situation ne serait pas comparable, que ce soit en droit ou en fait.

Selon les autorités danoises, d'un point de vue technique, les jeux physiques et les jeux sur l'internet seraient également différents. Alors que dans les casinos physiques, la majeure partie des jeux sont entièrement manuels, les jeux à distance seraient exclusivement exécutés par un logiciel informatique installé sur une plate-forme à distance. De plus, les autorités danoises font valoir que les jeux physiques et les services à distance ne devraient pas être considérés comme des activités concurrentes, mais plutôt distinctes, voire complémentaires. À cet égard, elles

soulignent que les jeux organisés dans les casinos physiques impliquent des efforts et des frais supplémentaires en termes de temps et d'argent consacrés au transport, au respect des codes vestimentaires, au paiement des droits d'entrée ou à l'interdiction de fumer. Ces efforts supplémentaires indiqueraient que les jeux pratiqués dans les casinos physiques constituent une expérience particulière pour laquelle la dimension sociale est essentielle. Qui plus est, le type de services prestés varierait aussi de manière significative. À cet égard, les autorités danoises soutiennent que la présence physique de consommateurs lors d'activités de jeux physiques confère une dimension sociale au jeu qui inclut aussi d'autres services (comme l'achat de boissons ou de nourriture). Elles font également valoir que le profil des consommateurs diffère en ce qui concerne l'âge, le sexe et le niveau d'éducation selon qu'il s'agit de jeux physiques ou en ligne.

L'opinion des autorités danoises est fortement contestée par les deux plaignants qui sont d'un avis diamétralement opposé. Selon eux, les jeux en ligne et les jeux physiques sont parfaitement identiques et constituent donc les segments d'un marché unique. Par conséquent, le taux d'imposition plus bas applicable aux exploitants de jeux en ligne serait clairement discriminatoire à l'égard des exploitants de jeux physiques et constituerait une aide d'État en faveur des seuls exploitants en ligne.

À ce stade, la Commission a des doutes quant au fait que les entreprises de jeux en ligne et physiques ne seraient pas comparables en droit et en fait aux fins de l'appréciation de leur traitement fiscal au regard de la mesure notifiée. Par conséquent, la Commission considère que la loi relative aux taxes sur les jeux peut constituer une mesure sélective au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE.

En ce qui concerne la justification basée sur la nature et le régime général du système fiscal, les autorités danoises ont soutenu que le taux d'imposition beaucoup plus bas fixé pour les jeux en ligne (20 %) est le résultat d'un savant équilibre entre la nécessité, d'une part, de respecter les objectifs généraux de la législation danoise en matière de jeux et, d'autre part, de veiller à ce qu'un faible taux d'imposition incite les prestataires de jeux en ligne à demander une licence au Danemark au lieu de continuer à proposer des services en ligne depuis d'autres territoires à fiscalité réduite. Les plaignants ont notamment souligné que proposer un nombre illimité de licences aux casinos en ligne, en appliquant dans le même temps une taxation aussi faible, et, parallèlement, restreindre sévèrement le nombre de licences accordées aux casinos physiques tout en leur imposant un taux d'imposition plus élevé ne saurait, en aucun cas, être dans la nature ou la logique du système danois de taxation des jeux.

Selon une jurisprudence constante, la législation fiscale applicable dans d'autres États membres ne peut être prise en compte pour justifier la nature et le régime général du système fiscal. De plus, l'argument selon lequel la mesure améliorerait la compétitivité des entreprises a été systématiquement rejeté par la jurisprudence en tant que justification éventuelle.

À ce stade, la Commission se demande si la mesure est justifiée par la logique du système fiscal.

En conclusion, elle est d'avis, qu'à ce stade, la mesure pourrait comporter un élément d'aide. En outre, elle se demande si la mesure remplit les exigences de compatibilité avec le marché intérieur énoncées à l'article 107, paragraphes 2 et 3, du TFUE.

TEXTE DE LA LETTRE

«Kommissionen skal meddele Kongeriget Danmark, at den efter at have undersøgt de danske myndigheders oplysninger om ovennævnte foranstaltning har besluttet at indlede proceduren efter artikel 108, stk. 2, i traktaten om Den Europæiske Unions funktionsmåde (i det følgende benævnt »EUF-traktaten«).

1. SAGSFORLØB

- (1) Den 6. juli 2010 anmeldte de danske myndigheder efter EUF-traktatens artikel 108, stk. 3, lovforslag L 203 om afgifter af spil (»spilleafgiftsloven«⁽¹⁾) af hensyn til den retlige sikkerhed. Ved brev af 11. august og 22. september 2010 anmodede Kommissionen om yderligere oplysninger, som de danske myndigheder fremsendte ved brev af 20. oktober 2010.
- (2) Desuden modtog Kommissionen to særskilte klager over spilleafgiftsloven. Den første klage blev indsendt den 23. juli 2010 af Dansk Automat Brancheforening (DAB). Den anden klage blev indsendt den 6. august 2010 af et landbaseret kasino, »Royal Casino«. De to klager blev den 23. september 2010 videregivet til de danske myndigheder, som blev opfordret til at fremsætte bemærkninger dertil. De danske myndigheder fremsatte deres bemærkninger ved ovennævnte brev af 20. oktober 2010.
- (3) Den 10. november 2010 blev der i Bruxelles afholdt et møde med de danske myndigheder med det formål at drøfte anmeldelsen og de to ovennævnte klager. De danske myndigheder fremlagde på mødet et notat med titlen »The dilemma created by the pending State aid case«, hvori de også oplyste, at de ville udsætte den anmeldte lovs ikrafttræden, indtil Kommissionen havde truffet afgørelse i sagen.

2. BAGGRUND

2.1. Det nuværende spillemarked

- (4) Den anmeldte lov er blevet indført som led i liberaliseringen af det danske spillemarked, der hidtil hovedsagelig har været underlagt et statsmonopol. Liberaliseringen skulle efter de oprindelige planer have fundet sted pr. 1. januar 2011.
- (5) I henhold til den gældende lovgivning (baseret på lovbekendtgørelse nr. 273 af 17. april 2008) er skatteministeren bemyndiget til at meddele bevilling til udbud af spil, lotterier og væddemål mod betaling af afgift til staten.
- (6) Hidtil er der ved lov kun meddelt én bevilling, nemlig til det statskontrollerede selskab, »Danske Spil A/S«, hvor

skatteministeriet ejer 80 % af aktierne. De resterende 20 % ejes af Danmarks Idræts-Forbund og Danske Gymnastik- og Idrætsforeninger. Danske Spil er således for øjeblikket den eneste lovlige udbyder af spil i Danmark bortset fra visse særlige markeder (såsom kasinoer, spillehaller eller duekapflyvninger).

- (7) Efter de gældende regler er det ikke tilladt for andre virksomheder end monopolindehaveren, Danske Spil A/S, at udbyde eller reklamere for spil i Danmark. Overtrædelser straffes med bøde.
- (8) Danske Spil har også monopol på det danske marked for væddemål og udbyder såvel onlinevæddemål som landbaserede væddemål. Den nuværende afgiftssats for væddemål er på 30 %.
- (9) For øjeblikket er det kun Danske Spil, der kan udbyde onlinekasinospil, men selskabet har hidtil valgt ikke at udbyde disse spil online. På trods af dette forbud mod at udbyde onlinespil har spiludbydere, der er etableret i andre lande, i de sidste par år udbudt deres tjenester til den danske offentlighed ved at reklamere gennem såvel danske som udenlandske medier.
- (10) Med hensyn til landbaserede kasinoer er der kun meddelt et begrænset antal bevillinger (ni). Der findes for øjeblikket seks kasinoer i Danmark, som alle er knyttet til hoteller, enten i større byer eller på badesteder. Disse kasinoer drives af private investorer, også fra andre medlemsstater. Generelt må et kasino kun udbyde roulette, baccarat, punto banco og black jack. Justitsministeren kan dog give tilladelse til andre former for spil, såsom poker. Desuden kan der i landbaserede kasinoer opstilles spilleautomater, som kun kan benyttes af gæsterne.
- (11) Spilleautomater kan kun opstilles i restaurationer med alkoholbevilling og i private og offentlige spillehaller. Ved spilleautomater forstås mekaniske eller elektroniske maskiner, der kan anvendes til spil, hvor spilleren mod en økonomisk indsats kan vinde en gevinst bestående af kontanter eller spillemønter. Ifølge lov om spilleautomater må opstilling og drift af spilleautomater kun ske med spillemyndighedens tilladelse. På nuværende tidspunkt er det kun Danske Spil, der har bevilling til at udbyde online-spilleautomater, men som anført ovenfor, har selskabet valgt ikke at gøre det.

2.2. Liberaliseringsprocessen

- (12) Den danske regering har besluttet at gennemføre en reform af den gældende lovgivning om spil og væddemål for at erstatte det eksisterende monopol med et reguleret og delvis liberaliseret system. Liberaliseringen blev bl.a. anset for nødvendig af hensyn til EU-retten — efter at der var blevet indledt en overtrædelsesprocedure og fremsat en begrundet udtalelse den 23. marts 2007⁽²⁾ — og for at imødegå truslen fra ulovlige onlinespil, som udbydes af spiloperatører i andre lande.

⁽¹⁾ Lov nr. 698 om afgifter af spil var allerede blevet vedtaget den 25. juni 2010.

⁽²⁾ Overtrædelsesprocedure nr. 2003/4365, se også IP/07/360.

- (13) Liberaliseringsprocessen blev under folketingsbehandlingen begrundet med henvisning til den seneste teknologiske udvikling, som betyder, at Danmark nu er en del af et globalt kommunikationssamfund, hvor forbrugerne har adgang til en lang række tjenester fra udbydere i forskellige jurisdiktioner. Over de sidste 10 år har spil udviklet sig til et betydeligt salgsprodukt på internettet, især efter indførelsen af onlinepoker. Internettet har givet danskerne mulighed for at sammenligne Danske Spils produkter og produktsortiment med produkter fra udbydere af online-spil i Det Forenede Kongerige, Malta, Gibraltar og andre lande. Et hastigt voksende antal danske spillere er derfor i de senere år begyndt at spille med internationale spiludbydere. De danske myndigheder frygter, at udbuddet af spil vil kunne få negative følger for samfundet i form af kriminalitet og forstyrrelse af den offentlige orden og føre til ludomani hos udsatte personer, hvis ikke det reguleres og kontrolleres intensivt. Samtidig er Danske Spils overskud faldet gradvis. Det er derfor nødvendigt, at de danske myndigheder kan regulere og kontrollere de spil, der udbydes til danskerne, for at kanalisere danskernes spil ind i kontrollerede rammer og forebygge negative sociale følgevirkninger i samfundet.
- (14) Den anmeldte lov indgår i et lovsæt, der blev indført for at liberalisere spillemarkedet ⁽¹⁾. Det overordnede formål med denne nye lovreform inden for spil er at holde forbruget af spil på et moderat niveau, at beskytte unge og andre udsatte personer mod udnyttelse eller mod udvikling af ludomani, at beskytte spillerne ved at sikre, at spil udbydes på en rimelig, ansvarlig og gennemsigtig måde, og at sikre lov og orden og forhindre udvikling af spilrelateret kriminalitet.
- (15) Efter liberaliseringen kan det danske marked for spil generelt beskrives således:
- a) Væddemål: der er planlagt en fuldstændig liberalisering, og der kan meddeles bevilling til såvel online- som landbaserede væddemål i en periode på 5 år. Visse former for væddemål, som f.eks. hestevæddeløb, er dog udelukket.
 - b) Landbaserede kasinoer: der meddeles ingen nye bevillinger, da der ikke er sket nogen væsentlige ændringer i driften af landbaserede kasinoer.
 - c) Onlinekasinoer: der er planlagt en fuldstændig liberalisering, idet der kan meddeles et ubegrænset antal bevillinger til privatpersoner, virksomheder og sammenslutninger, der opfylder de fastsatte betingelser. Onlinekasinoer kan udbyde roulette, baccarat, punto banco, black jack, poker og spil på spilleautomater.
 - d) Spilleautomater: dette marked er forholdsvis liberaliseret, da der kun kan nægtes bevilling, hvis politiet beslutter det af hensyn til den offentlige orden.

⁽¹⁾ Lov om spil (nr. 848 af 1. juli 2010), lov om udlodning af overskud fra lotteri samt heste- og hundevæddemål (nr. 696 af 25. juni 2010) og lov om Danske Spil A/S (nr. 695 af 25. juni 2010).

2.3. Beskrivelse af den anmeldte foranstaltning

De former for spil, som foranstaltningen omfatter

- (16) Det er i § 3 i lov om spil fastsat, at »udbud eller arrangement af spil kræver tilladelse, medmindre andet følger af denne lov eller anden lovgivning«. Desuden fastlægger spilleafgiftsloven det princip, at »udbud eller arrangement af spil er afgiftspligtigt« (§ 1).
- (17) Efter definitionen i § 5 i lov om spil omfatter spil: i) lotteri, ii) kombinationsspil og iii) væddemål.
- (18) Ved kombinationsspil forstås »aktiviteter, hvor en deltager har en chance for at vinde en gevinst, og hvor gevinstchancen beror på en kombination af færdighed og tilfældighed«. Kombinationsspil omfatter således spil, der ofte udbydes af kasinoer, såsom roulette, poker, baccarat, black jack og spil på gevinstgivende spilleautomater.
- (19) I § 5 lov om spil defineres onlinespil som »spil, der indgås mellem en spiller og en spiludbyder ved brug af fjernkommunikation«. I samme bestemmelse defineres landbaserede spil som »spil, der indgås, ved at en spiller og en spiludbyder eller spiludbyderens forhandler mødes fysisk«. Væddemål defineres som »aktiviteter, hvor en deltager har en chance for at vinde en gevinst, og hvor der væddes om resultatet af en fremtidig begivenhed eller indtræffelse af en fremtidig hændelse«.
- (20) Efter spilleafgiftsloven er følgende spil afgiftspligtige: i) lotteri, herunder klasselotteri og almenyttigt lotteri, ii) væddemål, herunder lokale puljevæddemål, iii) landbaserede kasinoer, iv) onlinekasinoer, v) gevinstgivende spilleautomater i spillehaller og restaurationer og vi) spil uden indsats ⁽²⁾.

Afgiftsmæssig behandling af spil

- (21) Den anmeldte foranstaltning omfatter forskellige afgiftssatser for spil, der udbydes i onlinekasinoer, og for spil, der udbydes i landbaserede kasinoer.
- (22) Indehavere af tilladelse til udbud af spil i et onlinekasino skal betale en afgift på 20 % af bruttopilleindtægten (»BSI« — indsatserne minus gevinsterne) ⁽³⁾.
- (23) Indehavere af tilladelse til udbud af spil i landbaserede kasinoer skal dog betale en basisafgift på 45 % af BSI (fratrullet værdien af spillemærkerne i troncen) og en tillægsafgift på 30 % af den del af BSI (fratrullet værdien af spillemærkerne i troncen), der overstiger 4 mio. DKK (beregnet månedligt), jf. § 10 i spilleafgiftsloven ⁽⁴⁾.
- (24) Indehavere af tilladelse til udbud af spil på gevinstgivende spilleautomater i spillehaller og restaurationer skal betale en afgift på 41 % af BSI. Der skal af spilleautomater opstillet i restaurationer og spillehaller betales en tillægsafgift på 30 % af den del af BSI, der overstiger henholdsvis 30 000 DKK og 250 000 DKK ⁽⁵⁾.

⁽²⁾ Se kapitel 2 i spilleafgiftsloven.

⁽³⁾ § 11 i spilleafgiftsloven.

⁽⁴⁾ 1 DKK = 0,13 EUR.

⁽⁵⁾ Beløbet tillægges 3 000 DKK pr. automat for indtil 50 automater og 1 500 DKK pr. automat derudover, jf. § 12 i spilleafgiftsloven.

- (25) Indehavere af tilladelse til udbud af væddemål skal betale en afgift på 20 % af BSI, og det gælder både landbaserede væddemål og onlinevæddemål.

Gebyrer

- (26) Efter den nye lov om spil skal en ansøger ved ansøgning om tilladelse til at udbyde væddemål eller onlinekasino betale et gebyr på 250 000 DKK (350 000 DKK, hvis der ansøges om både væddemål og onlinekasino) og et årligt gebyr på mellem 50 000 DKK og 1 500 000 DKK afhængigt af spillindtægten størrelse.

Ikrafttræden

- (27) Selv om den anmeldte foranstaltning oprindeligt skulle træde i kraft den 1. januar 2011, er det af hensyn til overholdelsen af statsstøttereglerne fastsat i spilleafgiftslovens § 35, stk. 1, at skatteministeren fastsætter tidspunktet for lovens ikrafttræden.

3. DE DANSKE MYNDIGHEDERS ARGUMENTER

- (28) De danske myndigheder erindrer om, at de, efter at de i en årrække har fastholdt, at deres spilmonopol var lovligt i henhold til EU-traktaten ud fra ufravigelige samfundsmæssige hensyn, endelig i 2009 besluttede at foretage en delvis liberalisering af markedet, som var ved at blive undermineret af truslen om ulovligt onlinespil.
- (29) De understreger, at deres planlagte liberaliseringsmodel blev anmeldt til Kommissionen i overensstemmelse med reglerne i informationsproceduredirektivet⁽¹⁾, og at Kommissionen i sit brev af 19. april 2010 udtrykte tilfredshed med den planlagte liberalisering som omhandlet i denne anmeldelse.
- (30) De danske myndigheder mener derfor, at spilleafgiftsloven er forenelig med udøvelsen af traktatens grundlæggende friheder, og at den ikke indebærer statsstøtte som omhandlet i EUF-traktatens artikel 107, stk. 1.
- (31) De danske myndigheder bestrider ikke, at foranstaltningen opfylder kriterierne for brug af statsmidler, eller at modtagerne af en eventuel finansiel fordel er virksomheder som omhandlet i EUF-traktatens artikel 107, stk. 1. De mener dog ikke, at foranstaltningen indebærer støtte, da den ikke er selektiv og derfor ikke medfører nogen fordel. Endvidere finder de, at forskellen i afgiftsmæssig behandling mellem onlinespil og landbaserede spil er berettiget som følge af »systemets karakter eller forvaltning«.

Ingen selektivitet

- (32) De danske myndigheder fremfører, at en statsforanstaltning ifølge retspraksis er selektiv, hvis den begunstiger visse virksomheder eller visse produktioner i forhold til andre virksomheder, som under hensyntagen til det

formål, der forfølges med den pågældende ordning, befinder sig i en tilsvarende faktisk og retlig situation⁽²⁾.

- (33) Selv om de danske myndigheder erkender, at onlinevæddemål og landbaserede væddemål tilhører samme marked og derfor bør være underlagt samme afgiftsniveau (20 %), mener de, at markederne for onlinekasinoer og landbaserede kasinoer udgør to vidt forskellige markeder, som ikke kan sammenlignes og derfor heller ikke kan være underlagt samme afgiftsniveau.
- (34) De danske myndigheder hævder især, under henvisning til *Adria-Wien Pipeline*-sagen, at en sammenligning af virksomhedernes retlige og faktiske situation indebærer en analyse af de relevante markeder. I denne forbindelse hævder de danske myndigheder på grundlag af sociale og statistiske undersøgelser, at forbrugerne betragter onlinespil og landbaserede spil som to forskellige aktiviteter (undersøgelse foretaget af Socialforskningsinstituttet i 2007 og sammenlignende dataark og diagrammer for onlinemarkeder og landbaserede markeder, udarbejdet af European Gaming and Betting Association — EGBA i januar og marts 2009).
- (35) De fremfører desuden, at forbrugernes profil med hensyn til alder, køn og uddannelsesniveau ikke er den samme for landbaserede spil som for onlinespil (Nomismas rapport fra juni 2007 om markedet for onlinevæddemål i Italien).
- (36) Ifølge de danske myndigheder er landbaserede spil og internetspil teknisk set heller ikke ens. Mens de fleste spil i landbaserede kasinoer er helt manuelt baseret, udføres onlinespil udelukkende af computersoftware, der er installeret på en onlineplatform. Den type tjenester, der udbydes, varierer også betydeligt. I denne forbindelse fremfører de danske myndigheder, at forbrugernes fysiske tilstedeværelse ved landbaserede spil indebærer en social oplevelse, som også omfatter andre tjenester (som f.eks. køb af drikkevarer eller snacks).
- (37) Desuden hævder de danske myndigheder, at landbaserede spil og onlinespil ikke bør anses for at konkurrere med hinanden, men snarere bør betragtes som særskilte og endog komplementære aktiviteter. I denne forbindelse påpeger de, at spil i landbaserede kasinoer indebærer en ekstra indsats og flere omkostninger i form af tid og penge på transport, overholdelse af påklædningsregler, betaling af entré eller rygeforbud. Disse yderligere forhold skulle vise, at spil i landbaserede kasinoer er en særlig oplevelse, hvor de sociale aspekter spiller en stor rolle.
- (38) De danske myndigheder påpeger også, at kontrollen over forbrugeren ikke er den samme ved onlinespil som ved landbaserede spil. I landbaserede kasinoer, hvor forbrugerne er samlet i de samme lokaler, kan personalet reagere over for spillere, der udviser en problematisk social adfærd (som f.eks. spillere, der snyder, er mentalt ustabile eller påvirket af alkohol). Udbydere af internetspil kan derimod ikke kontrollere spillerens spillemønster, mentale tilstand eller finansielle forhold.

⁽¹⁾ Anmeldelse nr. 2009/372/DK til Kommissionen i henhold til Europa-parlamentets og Rådets direktiv 98/34/EF af 22. juni 1998 (EFT L 24 af 21.7.1998, s. 37).

⁽²⁾ Sag C-143/99, *Adria-Wien Pipeline*, Sml. 2001 I, s. 8365, præmis 41, og sag C-409/00, *Spanien mod Kommissionen*, Sml. 2003 I, s. 1487, præmis 47.

- (39) De danske myndigheder understreger også, at de landbaserede kasinoers faldende rentabilitet og markedsandel i de senere år ikke skyldes konkurrence fra onlineoperatører, men snarere er en følge af den aktuelle finanskrisen og indførelsen af rygeforbud på offentlige steder.
- (40) De danske myndigheder henviser også til *Ladbroke's*-sagen ⁽¹⁾, hvor Domstolen fastslog, at væddemål om hestevæddeløb i Frankrig og væddemål i Frankrig om hestevæddeløb i Belgien udgjorde to forskellige kategorier, som gjorde en forskel i den afgiftsmæssige behandling berettiget. De danske myndigheder mener derfor, at medlemsstaterne har ret til at foretage en afgiftsmæssig differentiering mellem objektive forskellige situationer.
- (41) De henviser endvidere til *Leo-Libera*-sagen ⁽²⁾, som vedrørte dels spil i spilleautomater, dels væddemål og lotterier. De danske myndigheder fremfører, at Domstolen i denne sag med hensyn til artikel 135, stk. 1, litra i), i Rådets direktiv 2006/112/EF af 28. november 2006, fastslog, at, princippet om afgiftsneutralitet ikke er til hinder for, at en type spil fritages for moms, mens en anden type spil ikke fritages, for så vidt som de to typer spil imidlertid ikke konkurrerer indbyrdes. De danske myndigheder hævder, at *Leo-Libera*-sagen ganske vist vedrørte opkrævning af moms, men at begrebet afgiftsneutralitet svarer til begrebet selektivitet, når der er tale om fiskale statsstøtteforanstaltninger.
- (42) På baggrund af ovenstående konkluderer de danske myndigheder, at landbaserede spil og onlinespil udgør to særskilte markeder, som ikke kan sammenlignes og derfor afgiftsmæssigt set kan behandles forskelligt.
- Undtagelse berettiget som følge af systemets karakter eller forvaltning*
- (43) Ud over at spilleafgiftsloven ikke er selektiv som omhandlet i EUF-traktatens artikel 107, stk. 1, fremfører de danske myndigheder, at den er berettiget som følge af systemets karakter eller forvaltning. De erindrer om, at dette er anerkendt ved retspraksis ⁽³⁾ og i Kommissionens meddelelse om anvendelsen af statsstøttereglerne på foranstaltninger vedrørende direkte beskatning af virksomhederne ⁽⁴⁾.
- (44) De danske myndigheder understreger, at spilleafgiftsloven har fire forskellige formål: nemlig at holde forbruget af spil på et moderat niveau, at beskytte unge eller udsatte personer mod at udvikle ludomani eller mod at blive udnyttet, at beskytte spillerne ved at sikre, at spillene udbydes på en rimelig, ansvarlig og gennemsigtig måde, og at sikre den offentlige orden og forhindre, at spil tjener som støtte til kriminalitet.
- (45) For at opfylde disse formål bør afgiftsniveauet ikke overstige det, som et marked kan bære. Ifølge de danske

myndigheder vil et afgiftsniveau, der er alt for højt, underminere et dansk spillemarked med et alsidigt og attraktivt udbud af spil og desuden forhindre nye onlineoperatører i at komme ind på det danske spillemarked.

- (46) Ved fastsættelsen af afgifterne for udbud af onlinespil måtte de danske myndigheder derfor tage hensyn til de udenlandske afgifter på internetspil. For de danske myndigheder er den største risiko, at danske kunder benytter spil, som udbydes af operatører i udenlandske jurisdiktioner og jurisdiktioner med lave afgifter, som også kan være ulovlige.
- (47) Liberalisering af onlinespillemarkedet uden at tage hensyn til de betingelser, hvorpå udbydere af onlinespil opererer i udlandet, ville føre til en situation, hvor udenlandske spiludbydere ikke ville ansøge om bevilling i Danmark, men blot ville forsætte med at udbyde deres spil fra udlandet uden den danske spilmyndigheds kontrol og uden at opfylde betingelserne i den danske lov om spil.
- (48) De danske myndigheder mener, at den gældende afgiftssats på 20 % på onlinespil — som hævdes at høre til de højeste afgiftssatser på onlinespil i EU — bør anses for at være lav nok til at sikre, at et tilstrækkeligt antal udenlandske spiludbydere vil ansøge om bevilling i stedet for at fortsætte med at udbyde deres spil på det danske marked fra udlandet.
- (49) De konkluderer derfor, at det ville være umuligt at opfylde lovens formål, hvis afgiften på onlinespil var højere, fordi det i så fald ikke ville være økonomisk tiltrækkende for udenlandske spiloperatører at søge ind på det danske onlinemarked.
- (50) De danske myndigheder tilføjer, at det er nødvendigt at opkræve en lav afgift på onlinespil og landbaserede væddemål for at sikre et attraktivt lovligt spillemarked, men at det ikke er berettiget at sænke den gældende afgift på landbaserede kasinoer og spillehaller eller restaurationer, hvor der er opstillet spilleautomater. En sådan sænkning af afgiftsniveauet ville — ud over de skadelige finansielle virkninger i form af lavere afgiftsprovenu for staten — også skabe et stærkt incitament til at øge spil i landbaserede kasinoer og spillehaller i strid med den lovgivende myndigheds mål.

4. KLAGERNES ARGUMENTER

- (51) Klagerne mener, at den betydeligt lavere afgift på onlinespil i forhold til afgiften på landbaserede spil udgør statsstøtte til onlinesektoren.
- (52) De fremfører, at de samlede afgifter ville andrage 403 mio. DKK, hvis afgiften på onlinespil var den samme som på landbaserede spiloperatører ⁽⁵⁾. Da den samlede afgift på onlinespil på grundlag af en afgift på 20 % vil være på 140 mio. DKK i 2011, fremfører klagerne, at støtten

⁽¹⁾ Sag C-353/95 P, *Ladbroke's mod Kommissionen*, Sml. 1997 I, s. 7007, præmis 33 ff.

⁽²⁾ Sag C-58/09, *Leo-Libera GmbH*, Sml. 2010, præmis 34 ff.

⁽³⁾ Sag 173/73, *Den Italienske Republik mod Kommissionen for De Europæiske Fællesskaber*, Sml. 1974, s. 709.

⁽⁴⁾ Meddelelse fra Kommissionen om anvendelsen af statsstøttereglerne på foranstaltninger vedrørende direkte beskatning af virksomhederne, EFT C 384 af 10.12.1998, punkt 23.

⁽⁵⁾ Klagerne mener, at et forsigtigt skøn over værdien af onlinespil i Danmark for 2011 vil være 700 mio. DKK. På grundlag af den gennemsnitlige afgift på landbaserede kasinoer på 57,66 % vil statskassen få et afgiftsprodukt på i alt 430 mio. DKK.

til onlinesektoren vil andrage ca. 200 mio. DKK om året. Afgiftsfordelene vil sætte onlineoperatørerne i stand til at udbetale en større andel til spillerne og at føre mere omfattende og mere effektive markedsføringskampagner, som landbaserede spiloperatører, der betaler langt højere afgifter (op til 70 %), ikke kan hamle op med.

- (53) Klagerne bygger deres argumenter på, at der findes et indre marked, som omfatter både onlinespil og landbaserede spil, og at den lavere afgift på onlinespil ikke er berettiget som følge af det danske afgiftssystems karakter eller forvaltning.

Landbaserede spil og onlinespil tilhører samme marked

- (54) Klagerne, der repræsenterer to segmenter af det samlede spillemarked (spilleautomater og landbaserede kasinoer), mener, at onlinespil og landbaserede spil udgør ét spillemarked. De understreger, at disse operatører skal betale forskellige afgifter, selv om de befinder sig i en tilsvarende retlig og faktisk situation og udbyder de samme produkter på det samme marked. De erindrer i denne forbindelse om, at onlinespil i lov om spil defineres som spil, der indgås mellem en spiller og en spiludbyder ved brug af fjernkommunikation. Onlinekasinoer kan derfor udbyde kasinospil, som pr. definition er lotterier og kombinationsspil, og som også udbydes af landbaserede kasinoer, f.eks. roulette, baccarat, punto banco, black jack, poker og spil på gevinstgivende spilleautomater. De hævder derfor, at de spil, der udbydes af onlinekasinoer, er de samme, som de spil, der udbydes i landbaserede kasinoer.
- (55) Klagerne fremfører endvidere, at de to former for spil (online, landbaseret) set fra udbudssiden udbyder spillene til brugeren på samme måde (identiske formater). Især udbydes identiske kasinospil til spillerne på en skærm, uanset om spillene spilles i det konventionelle kasino, i private hjem via pc'er eller i spilleautomater, der drives ved møntindkast, og som er opstillet i spillehaller. Den eneste forskel, i hvert fald når det drejer sig om udbud af onlinekasinospil, er internetforbindelsen. Hvad spilleautomater angår, påpeger klagerne, at de i lighed med onlinespil er forbundet med internettet (ikke mellem spiller og spiludbyder, men mellem udbyder og den nationale spillemyndighed med henblik på afgiftsregistrering).
- (56) Klagerne henviser også til skatteministerens udtalelse om, at spil, der udbydes i spilleautomater og online, er identiske.
- (57) For klagerne er den eneste faktiske forskel mellem onlinekasinospil og spil i landbaserede kasinoer, at udbyderen i det landbaserede kasino møder spilleren fysisk, mens kontakten mellem spilleren og onlineudbyderen finder sted i cyberspace. Desuden er klagerne af den opfattelse, at der ved anvendelse af møntautomater og andre spilleautomater er tale om samme forbrugerprofil. Under henvisning til Socialforskningsinstitutets ovennævnte undersøgelse (se punkt (34)) påpeger de, at spillere, der benytter spilleautomater og onlinespil, typisk er unge mænd. Ud fra et økonomisk og uddannelsesmæssigt synspunkt udgør forbrugere, der tiltrækkes af såvel onlinespil som landbaserede spil, en og samme spillergruppe.

- (58) I denne forbindelse fremfører klagerne, at onlinespil blandt spillere i Danmark er vokset kraftigt i de senere år til trods for, at disse aktiviteter er forbudt ved lov. Dette har ført til en tilsvarende nedgang i deres fortjeneste og viser derfor med al tydelighed, at spillere, der benytter online og landbaserede faciliteter, tilhører samme gruppe.

Ingen undtagelse berettiget som følge af systemets karakter eller forvaltning

- (59) Klagerne mener ikke, at den danske regerings argumentation er holdbar, når den hævder, at den lavere afgift på onlinespil har til formål at reducere og kontrollere overdreven spillelidenskab og ludomani i overensstemmelse med den danske lov om spil. Den egentlige årsag til et så lavt afgiftsniveau for onlinespil er ifølge klagerne risikoen for, at de danske myndigheder ikke er i stand til at tiltrække udenlandske spilleoperatører til det danske onlinemarked.
- (60) Hvis det havde været de lovgivende myndigheders hensigt at mindske ludomani, mener klagerne, at afgifterne på onlinespil skulle være så høje som muligt, samtidig med at de tillod en vis spilleaktivitet.
- (61) Klagerne afviser de danske myndigheders påstand om, at en afgift på over 20 % ville afholde spilleoperatører fra at ansøge om en dansk onlinebevilling og dermed ville fremme ulovligt, ukontrollabelt onlinespil. De bemærker i denne forbindelse, at landbaserede spil hidtil, på trods af at de har mistet en betydelig markedsandel til ulovlige onlinespil, har kunnet fungere med et langt højere afgiftsniveau.
- (62) Hvis de danske myndigheder virkelig ønskede at kontrollere og begrænse spil og risikoen for ludomani, ville man have forventet, at den nye lov havde indeholdt bestemmelser om et forholdsvis begrænset antal bevillinger til onlineoperatører, som det er tilfældet i dag med bevillinger til landbaserede spil, og ikke et ubegrænset antal.
- (63) Klagerne understreger, at mens regeringens politik for lave afgifter på onlinespil søger at mindske ukontrolleret, illegalt onlinespil, vil dens politik for fastholdelse af høje afgifter på landbaserede spil og spil i spillehaller blot give spillerne incitament til at gå over til onlinespil, (eller ulovligt spil, hvad enten der er tale om onlinespil eller landbaserede spil). Lige høje afgifter på onlinespil og landbaserede spil på et rimeligt niveau kan mindske incitamentet til ulovligt spil og samtidig bringe praktisk talt al vigtig spilleaktivitet ind under statens kontrol og tilsyn og dermed begrænse kriminel virksomhed og misbrug. Klagerne tilføjer i denne forbindelse, at den danske regering under alle omstændigheder agter at bekæmpe ulovligt onlinespil ved at spærre internetadgangen og elektroniske pengeoverførsler til ulovlige onlinespiloperatører.
- (64) Af alle ovennævnte årsager mener klagerne ikke, at et system med forskellige afgiftssatser på spil, der konkurrerer om de samme spillere ved udbud af identiske produkter, kan være berettiget som følge af det pågældende afgiftssystems karakter og forvaltning.

5. VURDERING AF FORANSTALTNINGEN

5.1. Indledende bemærkninger: procedures omfang

- (65) De danske myndigheder omtalte i deres skriftlige henvendelser, at deres planer om at liberalisere spillemarkedet oprindeligt blev anmeldt til Kommissionen i 2009 i henhold til direktiv 98/34/EF »om en informationsprocedure med hensyn til tekniske standarder og forskrifter samt forskrifter for informationssamfundets tjenester«, og påpegede, at Kommissionen i sit brev af 5. oktober 2009 ikke gav udtryk for forbehold eller indvendinger med hensyn til denne anmeldelse.
- (66) Det skal i denne forbindelse bemærkes, at det i direktiv 98/34/EF er fastsat, at medlemsstaterne skal anmelde alle deres planer vedrørende tekniske forskrifter og/eller nationale tekniske forskrifter til Kommissionen, for at det indre marked kan fungere tilfredsstillende. En anmeldelse efter direktiv 98/34/EF kan ikke erstatte medlemsstaternes pligt i henhold til EUF-traktatens artikel 108, stk. 3, til at anmelde enhver planlagt statsstøtteforanstaltning.
- (67) Som de danske myndigheder erkendte på mødet den 12. november 2010, indeholdt ovennævnte »tekniske« anmeldelse til Kommissionen i henhold til direktiv 98/34/EF ingen henvisning til den danske regerings afgiftsmæssige planer i forbindelse med den planlagte liberalisering af onlinespillemarkedet. I virkeligheden blev beslutningen om at indføre forskellige afgifter på onlinespil truffet den 25. juni 2010, da spilleafgiftsloven blev vedtaget, og blev først anmeldt til Kommissionen den 6. juli 2010 i henhold til EUF-traktatens artikel 108, stk. 2, dvs. næsten et år efter, at Kommissionen havde sendt sine bemærkninger til den danske regerings anmeldelse i henhold til direktiv 98/34/EF.
- (68) Denne procedure i henhold til EUF-traktatens artikel 108, stk. 2, vedrører derfor ikke den planlagte liberalisering af spillemarkedet i Danmark og dens forenelighed med traktatens regler om det indre marked. Den vedrører kun spørgsmålet om, hvorvidt den uens og mere favorable afgiftsmæssige behandling af onlineoperatører i forhold til landbaserede spiloperatører er forenelig med statsstøtte-reglerne.

5.2. Statsstøtte

- (69) Efter EUF-traktatens artikel 107, stk. 1, er statsstøtte eller støtte, som ydes ved hjælp af statsmidler under enhver tænkelig form, og som fordrejer eller truer med at fordreje konkurrencevilkårene ved at begunstige visse virksomheder eller visse produktioner, uforenelig med det indre marked, i det omfang den påvirker samhandelen mellem medlemsstaterne.

5.2.1. Statsmidler

- (70) Efter EUF-traktatens artikel 107, stk. 1, skal der være tale om statsstøtte eller støtte, som ydes ved hjælp af statsmidler. Et tab af afgiftsprovenu svarer til et forbrug af statsmidler i form af skatteudgifter. Ved at lade

onlinespiloperatører betale afgifter efter en lav sats på 20 % giver de danske myndigheder afkald på indtægter, hvilket skal betragtes som brug af statsmidler. Den pågældende foranstaltning indebærer således tab af statsmidler og gennemføres derfor ved hjælp af statsmidler.

5.2.2. Fordel

- (71) Foranstaltningen skal give modtageren/modtagerne en fordel. Ifølge fast retspraksis omfatter støttebegrebet ikke blot positive ydelser, men også de indgreb, der under forskellige former letter de byrder, som normalt belaster en virksomheds budget ⁽¹⁾.
- (72) I henhold til spilleafgiftsloven skal onlinespiloperatører betale en »afgift« på 20 %. Denne sats er betydeligt lavere end den afgiftssats, som landbaserede spiloperatører, herunder kasinoer, skal betale. I denne forbindelse opnår onlineoperatører en fordel i form af en lettelse af deres afgiftsbyrde. Den pågældende foranstaltning indebærer derfor en fordel for onlineoperatører.

5.2.3. Selektivitet

- (73) En foranstaltning betragtes som selektiv, hvis den begunstiger visse virksomheder eller visse produktioner som omhandlet i EUF-traktatens artikel 107, stk. 1.
- (74) Med hensyn til fortolkningen af selektivitetskriteriet erindrer Kommissionen om, at en foranstaltning ifølge retspraksis kan betragtes som selektiv, hvis den »delvist skal fritage virksomhederne fra de pekuniære byrder, der følger af en normal anvendelse af det almindelige system med obligatoriske bidrag, som er pålagt ved lov« ⁽²⁾. En foranstaltning betragtes derfor som selektiv, hvis den afviger fra det afgiftssystem, der anvendes generelt. Domstolen har i denne forbindelse fastslået, at det bør undersøges, om en given foranstaltning begunstiger visse virksomheder i forhold til andre virksomheder, som under hensyntagen til det formål, der forfølges med den pågældende ordning, befinder sig i en tilsvarende faktisk og retlig situation ⁽³⁾.
- (75) Det følger heraf, at en foranstaltnings selektivitet bør vurderes således: For det første bør det undersøges, om foranstaltningen afviger fra det afgiftssystem, der anvendes generelt. Dette kan vurderes på grundlag af, om foranstaltningen skelner mellem økonomiske aktører, som under hensyntagen til det formål, der forfølges med den pågældende system, befinder sig i en tilsvarende faktisk og retlig situation.

⁽¹⁾ Sag 30/59, *De Gezamenlijke Steenkolenmijnen in Limburg mod Den Høje Myndighed for Det Europæiske Kul- og Stålfællesskab*, Sml. 1954-1964, s. 211.

⁽²⁾ Sag 173/73, *Den Italienske Regering mod Kommissionen for De Europæiske Fællesskaber*, Sml. 1974, s. 709, præmis 33.

⁽³⁾ Sag C-88/03, *Den Portugisiske Republik mod Kommissionen for De Europæiske Fællesskaber*, Sml. 2006 I, s. 7115, præmis 54, sag C-172/03, *Wolfgang Heiser mod Finanzamt Innsbruck*, Sml. 2005 I, s. 1627, præmis 40 og sag C-169/08, *Presidente del Consiglio dei Ministri mod Regione Sardegna*, Sml. 2009 I, s. 10821, præmis 61.

- (76) Hvis den pågældende foranstaltning umiddelbart ser ud til at være selektiv, skal det derefter undersøges, om en sådan differentiering følger af det afgiftssystems karakter eller forvaltning, som den indgår i, og derfor kan være berettiget. I henhold til den relevante retspraksis ⁽¹⁾ og Kommissionens meddelelse om anvendelsen af statsstøttereglerne på foranstaltninger vedrørende direkte beskatning af virksomhederne ⁽²⁾, skal en medlemsstat fastslå, om den pågældende foranstaltning følger af systemets grundprincipper.

Referencesystem

- (77) I den foreliggende sag bør referencesystemet defineres som afgiftssystemet for danske spil. Spilleafgiftsloven har til formål at regulere betalingen af afgifter på spil, der udbydes eller arrangeres i Danmark. Det er derfor på grundlag af dette referenceafgiftssystem, at den pågældende foranstaltning (dvs. den afgiftsmæssige fortrinsbehandling af onlinespil) skal vurderes.
- (78) I denne forbindelse opstår så spørgsmålet om, hvorvidt den pågældende foranstaltning udgør en undtagelse fra det generelle afgiftssystem, for så vidt som den differentierer mellem onlinespiludbydere og landbaserede spiludbydere, som kan befinde sig i en tilsvarende faktisk og retlig situation.

Tilsvarende faktisk og retlig situation

- (79) De danske myndigheder har fremført, at spilleafgiftsloven gælder for forskellige produktmarkeder, nemlig dels onlinespillemarkedet, dels det landbaserede kasinomarked. Da disse markeder angiveligt er separate og særskilte, gælder den differentierede afgiftsmæssige behandling af landbaserede spil og onlinespil for virksomheder, som hverken retligt eller faktisk befinder sig i en tilsvarende situation.
- (80) Det skal i denne forbindelse bemærkes, at spilleafgiftsloven har til formål at regulere betalingen af afgifter på spil, der udbydes eller arrangeres i Danmark. Det er derfor på grundlag af dette generelle formål, at det skal vurderes, om virksomhederne befinder sig i en tilsvarende retlig og faktisk situation.
- (81) På nuværende tidspunkt finder Kommissionen ikke de danske myndigheders argumenter tilstrækkeligt overbevisende og mener ikke, at de danske myndigheder har godtgjort, at onlinespil retligt og faktisk ikke svarer til landbaserede spil, når det gælder den afgiftsmæssige behandling efter spilleafgiftsloven.
- (82) For det første skal det bemærkes, at der i henhold til dansk lov meddeles bevillinger til landbaserede kasinoer og onlinespil til udbud af nøjagtigt de samme spil (dvs. roulette, baccarat, punto banco, black jack, poker og spil på spilleautomater). De danske myndigheder har ikke påvist, i hvilken udstrækning spil, der udbydes online, og

spil, der udbydes i landbaserede lokaler, kan være forskellige. Som understreget af klagerne udbyder landbaserede kasinoer også automatiserede spil, hvor spillernes indsats foretages via skærme, der fungerer med samme software, som anvendes ved onlinespil.

- (83) Med hensyn til forbrugernes socioøkonomiske profil, henviser både de danske myndigheder og klagerne til bl.a. nøjagtigt samme undersøgelse, som er foretaget af Socialforskningsinstituttet ⁽³⁾, men de drager forskellige konklusioner af den. Mens de danske myndigheder hævder, at spillerne i landbaserede kasinoer og onlinekasinoner har forskellig alder, køn og uddannelsesniveau, kommer klagerne til den modsatte konklusion.
- (84) Det argument, at landbaserede spil og onlinespil bør betragtes som særskilte og endog komplementære aktiviteter, idet spil i landbaserede kasinoer omfatter mere end onlinespil og udgør en særlig oplevelse, hvor de sociale aspekter spiller en stor rolle, støttes ikke af afgørende beviser. I denne forbindelse har klagerne tværtimod fremført, at de landbaserede kasinoers sociale aspekter ikke forhindrer kasinospillere i at spille på både onlineplatformen og den landbaserede platform.
- (85) På nuværende tidspunkt tvivler Kommissionen derfor på, at onlinespiloperatører og landbaserede spiloperatører ikke skulle befinde sig i en tilsvarende retlig og faktisk situation, når det gælder vurderingen af deres afgiftsmæssige behandling efter den anmeldte foranstaltning. Kommissionen finder derfor, at spilleafgiftsloven kan være en selektiv foranstaltning som omhandlet i EUF-traktatens artikel 107, stk. 1.
- (86) Ovennævnte konklusion ændres ikke af de danske myndigheders henvisning til *Ladbroke's*- og *Leo-Libera*-sagen.
- (87) Hvad især angår *Ladbroke's*-sagen ⁽⁴⁾, hvor en fransk lov behandlede to forskellige kategorier af væddemål forskelligt, er det tilstrækkeligt at bemærke, at forholdene i den foreliggende sag adskiller sig væsentligt fra forholdene i *Ladbroke's*-sagen. I sidstnævnte sag afviste Domstolen *Ladbroke's* argumentation for, at en afgift på væddemål i Frankrig om belgiske hestevæddeløb skulle behandles på samme måde som den afgift, der påhviler indsatsen i væddemål vedrørende franske løb, og som tilfalder PMU. Domstolen begrundede det med, at denne argumentation ikke tog hensyn til de særlige træk, som væddemålene på de belgiske væddeløb udviste, og hvorved de adskilte sig fra væddemålene på de franske væddeløb. Ifølge Domstolen er det karakteristiske ved totalisatorspil, at indsatserne indgår i en fælles pulje, som efter diverse fradrag fordeles ligeligt mellem vinderne, uanset hvor væddemålene er indgået, og den andel af indsatserne, som tilfalder vinderne, kan følgelig ikke variere under hensyn til, hvilken stat væddemålene er indgået i. Det kan kun sikres, at et sådant system fungerer rigtigt, såfremt de afgifter, der skal betales af det beløb, der er placeret i væddemål på et givet hestevæddeløb, opkræves efter satsen i den stat, hvor væddeløbet finder sted.

⁽¹⁾ Sag 173/73, *Den Italienske Regering mod Kommissionen for De Europæiske Fællesskaber*, Sml. 1974, s. 709, præmis 33.

⁽²⁾ Meddelelse fra Kommissionen om anvendelsen af statsstøttereglerne på foranstaltninger vedrørende direkte beskatning af virksomhederne, EFT C 384 af 10.12.1998, punkt 23.

⁽³⁾ Undersøgelse foretaget af Socialforskningsinstituttet i 2007.

⁽⁴⁾ Sag C-353/95 P *Ladbroke's mod Kommissionen*, Sml. 1997 I, s. 7007.

Som Domstolen fastslog, var ordningen vedrørende skatter og afgifter på væddemål i franske væddeløb indført med henblik på den lovgivning og de økonomiske vilkår, som er specifikke for hestevæddeløb og totalisatorspil i Frankrig. Det kunne ikke kræves, at dette system blev overført på totalisatorspil vedrørende belgiske løb, som afholdes efter en anden lovgivning og på andre økonomiske vilkår. I den foreliggende sag vedrører den pågældende foranstaltning ikke væddemål, der arrangeres som totalisatorspil på hestevæddeløb i forskellige medlemsstater, men kasinospil, der arrangeres i samme land, nemlig Danmark, og argumentationen i *Ladbrokes*-sagen kan derfor ikke anvendes.

(88) Som nævnt ovenfor har de danske myndigheder heller ikke på nuværende tidspunkt påvist, at udbydere af onlinespil og landbaserede spil befinder sig i forskellige situationer.

(89) Med hensyn til de danske myndigheders henvisning til *Leo Libera*-sagen bemærker Kommissionen, at princippet om afgiftsneutralitet og selektivitetsbegrebet efter statsstøttereglerne er to forskellige begreber, idet førstnævnte anvendes i forbindelse med artikel 135 i Rådets direktiv 2006/112/EF af 28. november 2006, og sidstnævnte anvendes som led i statsstøttebegrebet i artikel 107, stk. 1 (¹). Under alle omstændigheder fastslog Domstolen i *Leo Libera*-sagen, at princippet om afgiftsneutralitet ikke uden at fratage artikel 135, stk. 1, litra i), i direktiv 2006/112/EF enhver effektiv virkning kan fortolkes således, at det er til hinder for, at en type hasardspil eller spil om penge fritages for moms, mens en anden type spil ikke fritages, for så vidt som de to typer spil imidlertid ikke konkurrerer indbyrdes.

Undtagelse berettiget som følge af systemets karakter og forvaltning

(90) Ifølge gældende retspraksis (²) kan en foranstaltning, som umiddelbart forekommer selektiv, dog være berettiget som følge af afgiftssystemets karakter og forvaltning, hvis den følger direkte af det pågældende afgiftssystems grundprincipper. Det påhviler dog medlemsstaten at give en sådan begrundelse.

(91) De danske myndigheder har i denne forbindelse fremført, at fastsættelsen af afgiftssatsen for onlinespil på et langt lavere niveau (20 %) er resultatet af en vanskelig balancegang mellem på den ene side behovet for at opfylde den danske spillelovgivnings generelle formål (at holde forbruget af spil på et moderat niveau, at beskytte unge eller andre udsatte personer mod udnyttelse gennem spil eller mod at udvikle ludomani, at beskytte spillerne ved at sikre, at spil udbydes på en rimelig, ansvarlig og gennemsigtig måde, at sikre den offentlige orden og at forhindre, at spil anvendes til kriminelle formål), og på den anden side behovet for at sikre, at en lav afgiftssats vil få onli-

neudbydere til at ansøge om bevilling i Danmark i stedet for at vælge fortsat at udbyde onlinespil fra andre jurisdiktioner med lave afgifter.

(92) På nuværende tidspunkt tvivler Kommissionen på, at foranstaltningen kan begrundes med nogen af ovennævnte argumenter. Kommissionen erindrer om, at det er fast retspraksis, at afgiftsreglerne i andre medlemsstater ikke kan tages i betragtning ved vurderingen af foranstaltningen. Ved begrundelsen for en foranstaltning kan der derfor kun tages hensyn til principperne i det indenlandske afgiftssystem (³). Det følger heraf, at der i den foreliggende sag ikke kan tages hensyn til de eventuelle lavere afgifter, der måtte være fastsat i andre lande for onlinespil, og som kan være mere konkurrencedygtige end de afgifter, der anvendes i Danmark.

(93) Desuden er det fast retspraksis, at der ikke kan ydes støtte med den begrundelse, at støtten vil forbedre virksomhedernes konkurrenceevne (⁴). Kommissionen kan derfor ikke på nuværende tidspunkt på grundlag af den fremlagte argumentation — nemlig at en lavere afgift vil give danske onlineoperatører mulighed for at imødegå konkurrencen fra onlineoperatører i andre lande med lavere afgifter — anse foranstaltningen for at være berettiget som følge af systemets karakter og forvaltning.

(94) Ved vurderingen af en afgiftsforanstaltning på grundlag af systemets karakter og forvaltning, må der desuden sondres mellem de målsætninger, som ligger uden for systemet, og de iboende målsætninger i selve afgiftssystemet (⁵). I den foreliggende sag anfører de danske myndigheder de overordnede målsætninger i lov om spil som begrundelse for den differentierede afgiftsmæssige behandling. De danske myndigheder har ikke fremsat tilstrækkeligt overbevisende argumenter for, at de pågældende målsætninger skal anses for at være iboende i afgiftssystemet og ikke for at være generelle og for at ligge uden for systemet.

(95) På nuværende tidspunkt mener Kommissionen derfor ikke, at de danske myndigheder har godtgjort, at den differentierede afgiftsmæssige behandling af onlineoperatører og landbaserede operatører, som blev indført ved spilleafgiftsloven, er berettiget som følge af systemets karakter og forvaltning. Kommissionen tvivler derfor på, at den pågældende foranstaltning følger direkte af afgiftssystemets grundprincipper, og at den er berettiget.

5.2.4. Påvirkning af samhandelen mellem medlemsstaterne og fordrejning af konkurrencevilkårene

(96) Efter EUF-traktatens artikel 107, stk. 1, skal foranstaltningen påvirke samhandelen mellem medlemsstaterne

(¹) Sag C-58/09, op. cit. punkt 35.

(²) Sag 173/73 *Den italienske regering mod Kommissionen for De Europæiske Fællesskaber*, Sml. 1974, s. 709, præmis 33; Meddelelse fra Kommissionen om anvendelsen af statsstøttereglerne på foranstaltninger vedrørende direkte beskatning af virksomhederne, EFT C 384 af 10.12.1998, punkt 23.

(³) Sag T-308/00 *Salzgitter mod Kommissionen for De Europæiske Fællesskaber*, Sml. 2004 II, s. 1933, præmis 81; Beslutning C 2/2009, *MoRaKG, Vilkår for kapitalinvesteringer* (EUT C 60 af 14.3.2009, s. 9), punkt 25.

(⁴) Rapport om anvendelsen af Kommissionens meddelelse om anvendelsen af statsstøttereglerne på foranstaltninger vedrørende direkte beskatning af virksomhederne, 9.2.2004, punkt 38.

(⁵) Meddelelse fra Kommissionen om anvendelsen af statsstøttereglerne på foranstaltninger vedrørende direkte beskatning af virksomhederne, EFT C 384 af 10.12.1998, punkt 26.

og fordreje eller true med at fordreje konkurrencevilkårene. I denne forbindelse har Domstolen konsekvent fastslået, at det forhold, at en foranstaltning styrker en virksomheds position i forhold til andre virksomheder, er tilstrækkeligt, for at dette kriterium er opfyldt ⁽¹⁾. I den foreliggende sag er onlineoperatører i Danmark udsat for konkurrence og omfattet af samhandelen mellem medlemsstaterne. Spilleafgiftsloven, der indebærer en favorabel afgiftsmæssig behandling af danske virksomheder, som udbyder online-spil, påvirker derfor samhandelen mellem medlemsstaterne og fordrejer eller truer med at fordreje konkurrencen.

5.2.5. Konklusion

- (97) Da ovennævnte betingelser i EUF-traktatens artikel 107, stk. 1, ser ud til at være opfyldt, mener Kommissionen på nuværende tidspunkt, at spilleafgiftsloven kan indebære statsstøtte.

5.3. Forenelighed

- (98) Spilleafgiftsloven ser ikke ud til at falde ind under nogen af undtagelsesbestemmelserne i EUF-traktatens artikel 107, stk. 2 og 3, og på nuværende tidspunkt tvivler Kommissionen derfor på, at foranstaltningen kan betragtes som forenelig med det indre marked.

6. KONKLUSION

- (99) På baggrund af ovenstående har Kommissionen besluttet at indlede den formelle undersøgelsesprocedure efter

EUF-traktatens artikel 108, stk. 2, med hensyn til den pågældende foranstaltning.

AFGØRELSE

På baggrund af ovenstående opfordrer Kommissionen efter proceduren i EUF-traktatens artikel 108, stk. 2, Kongeriget Danmark til senest en måned efter modtagelsen af dette brev at fremsætte sine bemærkninger og alle oplysninger, der måtte være nyttige for vurderingen af foranstaltningen. Kommissionen opfordrer de danske myndigheder til straks at sende den potentielle støttemodtager en kopi af dette brev.

Kommissionen minder Kongeriget Danmark om, at EUF-traktatens artikel 108, stk. 3, har opsættende virkning, og henviser til artikel 14 i Rådets forordning (EF) nr. 659/1999, hvor det er fastsat, at ulovligt udbetalt støtte kan kræves tilbagebetalt af støttemodtageren.

Kommissionen advarer Kongeriget Danmark om, at interesserede parter vil blive underrettet ved offentliggørelse af dette brev og et fyldestgørende resumé heraf i *Den Europæiske Unions Tidende*. Kommissionen vil ligeledes underrette interesserede parter i de EFTA-lande, der har undertegnet EØS-aftalen, ved offentliggørelse af en meddelelse i EØS-tillægget til *Den Europæiske Unions Tidende*, samt EFTA-Tilsynsmyndigheden ved fremsendelse af en kopi af dette brev. Alle interesserede parter vil blive opfordret til at fremsætte deres bemærkninger senest en måned efter offentliggørelsestidspunktet.»

⁽¹⁾ Sag 730/79, *Philip Morris Holland BV mod Kommissionen for De Europæiske Fællesskaber*, Sml. 1980, s. 2671, præmis 11.

Notification préalable d'une concentration**(Affaire COMP/M.6073 — Daimler/Beiqi Foton Motor CO/Beijing Foton Daimler Automotive/JV)****Cas susceptible d'être traité selon la procédure simplifiée****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2011/C 22/08)

1. Le 12 janvier 2011, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾, d'un projet de concentration par lequel les entreprises Daimler AG («Daimler», Allemagne) et Beiqi Foton Motor Co. Ltd («Foton», Chine) acquièrent, au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement CE sur les concentrations, le contrôle en commun de Beijing Foton Daimler Automotive Co. Ltd («BFDA») par achat d'actions dans une entreprise nouvellement créée constituant une entreprise commune.

2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:

- Daimler: conception, construction et distribution de véhicules automobiles (voitures, camions, fourgonnettes, bus et autres véhicules utilitaires); fourniture de services financiers automobiles, notamment de services de financement, de crédit-bail, d'assurance et de gestion de parcs automobiles,
- Foton: conception, construction et distribution de véhicules utilitaires,
- BFDA: conception, construction et distribution de camions poids lourds et poids moyens en Chine.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement CE sur les concentrations. Conformément à la communication de la Commission relative à une procédure simplifiée de traitement de certaines opérations de concentration en application du règlement CE sur les concentrations ⁽²⁾, il convient de noter que ce cas est susceptible d'être traité selon la procédure définie par ladite communication.

4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur le projet de concentration.

Ces observations devront lui parvenir au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie (+32 22964301), par courrier électronique à l'adresse COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa.eu ou par courrier postal, sous la référence COMP/M.6073 — Daimler/Beiqi Foton Motor CO/Beijing Foton Daimler Automotive/JV, à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffes des concentrations
J-70
1049 Bruxelles
BELGIQUE

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2004, p. 1 (le «règlement CE sur les concentrations»).

⁽²⁾ JO C 56 du 5.3.2005, p. 32 (la «communication sur une procédure simplifiée»).

Notification préalable d'une concentration**[Affaire COMP/M.5950 — Munksjö/Arjowiggins (decor and abrasive businesses)]****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

(2011/C 22/09)

1. Le 17 janvier 2011, la Commission a reçu notification, conformément à l'article 4 et à la suite d'un renvoi en application de l'article 4, paragraphe 5, du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil ⁽¹⁾, d'un projet de concentration par lequel l'entreprise Munksjö AB («Munksjö», Suède) acquiert au sens de l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement CE sur les concentrations, le contrôle d'une partie de l'entreprise Arjowiggins SAS («Arjowiggins», France) par achat d'actions.

2. Les activités des entreprises considérées sont les suivantes:

- Munksjö: fabrication de produits papetiers à forte valeur ajoutée dans six segments d'activité: papiers décor, pâte à papier, papiers à usage électrotechnique, spantex, papiers minces et emballages,
- Arjowiggins: fabrication de papiers de création et de papiers techniques. Les actifs faisant l'objet de la concentration englobent les segments d'activité d'Arjowiggins concernant les papiers décor, les papiers minces, les papiers beaux-arts et les papiers abrasifs.

3. Après examen préliminaire et sans préjudice de sa décision définitive sur ce point, la Commission estime que l'opération notifiée pourrait entrer dans le champ d'application du règlement CE sur les concentrations.

4. La Commission invite les tiers intéressés à lui présenter leurs observations éventuelles sur ce projet de concentration.

Ces observations devront lui parvenir au plus tard dans un délai de dix jours à compter de la date de la présente publication. Elles peuvent être envoyées par télécopie (+32 22964301), par courrier électronique à l'adresse COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa.eu ou par courrier, sous la référence COMP/M.5950 — Munksjö/Arjowiggins (decor and abrasive businesses), à l'adresse suivante:

Commission européenne
Direction générale de la concurrence
Greffé des concentrations
J-70
1049 Bruxelles
BELGIQUE

⁽¹⁾ JO L 24 du 29.1.2004, p. 1 (le «règlement CE sur les concentrations»).

RECTIFICATIFS

Rectificatif à la mise à jour de la liste des points de passage frontaliers visés à l'article 2, paragraphe 8, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO C 316 du 28.12.2007, p. 1; JO C 134 du 31.5.2008, p. 16; JO C 177 du 12.7.2008, p. 9; JO C 200 du 6.8.2008, p. 10; JO C 331 du 31.12.2008, p. 13; JO C 3 du 8.1.2009, p. 10; JO C 37 du 14.2.2009, p. 10; JO C 64 du 19.3.2009, p. 20; JO C 99 du 30.4.2009, p. 7; JO C 229 du 23.9.2009, p. 28; JO C 263 du 5.11.2009, p. 22; JO C 298 du 8.12.2009, p. 17; JO C 74 du 24.3.2010, p. 13; JO C 326 du 3.12.2010, p. 17)

(«Journal officiel de l'Union européenne» C 355 du 29 décembre 2010)

(2011/C 22/10)

Page 34, sous «Lettonie», «Frontières aériennes»:

au lieu de: «Nouveau point de passage frontalier: Takuma lidosta (fonctionnent uniquement sur demande),

lire: «Nouveau point de passage frontalier: Tukuma lidlauks (fonctionnent uniquement sur demande)».

Rectificatifs

2011/C 22/10

Rectificatif à la mise à jour de la liste des points de passage frontaliers visés à l'article 2, paragraphe 8, du règlement (CE) n° 562/2006 du Parlement européen et du Conseil établissant un code communautaire relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) (JO C 316 du 28.12.2007, p. 1; JO C 134 du 31.5.2008, p. 16; JO C 177 du 12.7.2008, p. 9; JO C 200 du 6.8.2008, p. 10; JO C 331 du 31.12.2008, p. 13; JO C 3 du 8.1.2009, p. 10; JO C 37 du 14.2.2009, p. 10; JO C 64 du 19.3.2009, p. 20; JO C 99 du 30.4.2009, p. 7; JO C 229 du 23.9.2009, p. 28; JO C 263 du 5.11.2009, p. 22; JO C 298 du 8.12.2009, p. 17; JO C 74 du 24.3.2010, p. 13; JO C 326 du 3.12.2010, p. 17) (JO C 355 du 29.12.2010) 22

Prix d'abonnement 2011 (hors TVA, frais de port pour expédition normale inclus)

Journal officiel de l'UE, séries L + C, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	1 100 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, papier + DVD annuel	22 langues officielles de l'UE	1 200 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série L, édition papier uniquement	22 langues officielles de l'UE	770 EUR par an
Journal officiel de l'UE, séries L + C, DVD mensuel (cumulatif)	22 langues officielles de l'UE	400 EUR par an
Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications), DVD, une édition par semaine	Multilingue: 23 langues officielles de l'UE	300 EUR par an
Journal officiel de l'UE, série C — Concours	Langues selon concours	50 EUR par an

L'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, qui paraît dans les langues officielles de l'Union européenne, est disponible dans 22 versions linguistiques. Il comprend les séries L (Législation) et C (Communications et informations).

Chaque version linguistique fait l'objet d'un abonnement séparé.

Conformément au règlement (CE) n° 920/2005 du Conseil, publié au Journal officiel L 156 du 18 juin 2005, stipulant que les institutions de l'Union européenne ne sont temporairement pas liées par l'obligation de rédiger tous les actes en irlandais et de les publier dans cette langue, les Journaux officiels publiés en langue irlandaise sont commercialisés à part.

L'abonnement au Supplément au Journal officiel (série S — Marchés publics et adjudications) regroupe la totalité des 23 versions linguistiques officielles en un DVD multilingue unique.

Sur simple demande, l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne* donne droit à la réception des diverses annexes du Journal officiel. Les abonnés sont avertis de la parution des annexes grâce à un «Avis au lecteur» inséré dans le *Journal officiel de l'Union européenne*.

Ventes et abonnements

Les abonnements aux diverses publications payantes, comme l'abonnement au *Journal officiel de l'Union européenne*, sont disponibles auprès de nos bureaux de vente. La liste des bureaux de vente est disponible à l'adresse suivante:

http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm

EUR-Lex (<http://eur-lex.europa.eu>) offre un accès direct et gratuit au droit de l'Union européenne. Ce site permet de consulter le *Journal officiel de l'Union européenne* et inclut également les traités, la législation, la jurisprudence et les actes préparatoires de la législation.

Pour en savoir plus sur l'Union européenne, consultez: <http://europa.eu>



Office des publications de l'Union européenne
2985 Luxembourg
LUXEMBOURG

FR